

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



PIA
www.pia-togo.com



Site web: www.ecoefinances.com

Prix: 300Fcf

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Développement industriel

Financement des PME au Togo

Page 3

PRÈS DE 600 PRÊTS OCTROYÉS PAR LA SFI EN CINQ ANS

Afreximbank renforce son lien avec le Togo

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank), renforce sa coopération avec le Togo... Page 2

Foire Internationale de Lomé

Lomé vibre au rythme de la 17ème édition

La 17ème Foire Internationale de Lomé a ouvert ses portes le 30 novembre dernier... Page 3

Diplomatie

Des personnalités du secteur économique reçues par le Président de la République

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu... Page 4



Page 4

Financial Afrik AWARDS
5ème ÉDITION
ESDA

FINANCE VERTE EN AFRIQUE

1 décembre 2022 | HOTEL 2 F



5ème édition de Financial Afrik Awards

Lomé abrite la rencontre sur les enjeux de la finance verte

Foire Internationale de Lomé

RENDEZ-VOUS À LA FE POUR PRÉCÉDER DE NOS CÉRÉMONIES POUR CETTE FIN D'ANNÉE

PARLONS AVEC LE PRÉSIDENT



C'est Réparti!

30 Nov - 18 Dec 2022

17ème Foire Internationale de Lomé

THÈME: COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19



UNION AFRICAINE
UNION EUROPÉENNE
UNION DES ÉTATS DU GOLFE

Finance inclusive

Lomé accueille la 6ème édition de la SAM

Lomé, la capitale togolaise abrite en octobre 2023, la Semaine africaine de la microfinance (SAM). Cette rencontre qui se tient tous les deux ans, réunira pendant 5 jours, des acteurs de la microfinance du continent.

● Eyrām AKAKPO



La Semaine africaine de la microfinance est le plus grand événement dédié au développement de la finance inclusive en Afrique. Cette réunion qui a lieu tous les deux ans, rassemble les acteurs du développement de l'inclusion financière du continent. Pour la prochaine édition, les Au fil des éditions, la SAM est devenu la plus grande plateforme de réflexion et d'échanges entre praticiens impliqués dans le secteur, investisseurs, IMF, chercheurs, banques,

réseaux, innovateurs, gouvernement et Organisations non gouvernementales qui se retrouvent pour entre autres nouer des partenariats et conclure de nouvelles collaborations ; étendre et développer leur réseau de contacts ; partager des bonnes pratiques innovantes et accélérer surtout l'inclusion financière sur le continent africain. Plusieurs thématiques seront débattues au cours de cette sixième édition de la Semaine africaine de la micro-

finance dédiée aux acteurs et professionnels de la finance inclusive. La Semaine africaine de la microfinance, est organisée par l'Appui au développement autonome (ADA), expert en finance inclusive, catalyseur de partenariats et d'innovation. La structure est une organisation non gouvernementale luxembourgeoise qui, depuis 1994, utilise la finance inclusive pour renforcer l'autonomie des populations vulnérables vivant en Afrique, Amérique centrale et Asie

du Sud-Est et contribuer aux objectifs de développement durable. ADA mobilise ses ressources et son expertise pour innover, soutenir des partenaires locaux et implémenter des programmes d'appui technique, des activités de conseil en investissement et de gestion des connaissances afin de créer un impact durable pour les populations ciblées. Ses activités se concentrent sur trois axes thématiques notamment l'entrepreneuriat des jeunes, les chaînes de valeur agricoles et forestières et l'accès aux services de base qui prennent en compte trois dimensions transversales. On note les aspects liés aux changements climatiques, les questions de genre, ainsi que l'utilisation des technologies digitales. En termes d'organisation, l'équipe est composée d'environ 45 employés, auxquels viennent s'ajouter une

dizaine de conseillers techniques, basés sur le terrain. Un budget annuel de 15 millions d'euros est prévu pour la mise en œuvre de ses activités. ADA utilise la finance inclusive pour renforcer l'autonomie des populations vulnérables afin d'améliorer leurs conditions de vie. Il faut souligner les précédentes éditions de la Semaine africaine de la microfinance se sont tenues en Tanzanie (2013), en Éthiopie (2015), au Sénégal (2017), au Burkina Faso (2019) et au Rwanda (2021).

Développement industriel

Afreximbank renforce son lien avec le Togo

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank), renforce sa coopération avec le Togo. Le président de cette institution panafricaine de financement du commerce, Benedict Oramah, a été reçu le 29 novembre 2022 à Lomé, par le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé.

● Eyrām AKAKPO



Les échanges entre les deux personnalités ont porté sur les bonnes relations entre le Togo et l'institution financière. « Nous avons passé en revue les projets que nous finançons au Togo, notamment ceux relatifs au parc industriel en partenariat avec Arise et du plan d'extension de ce parc. Nous avons

aussi évoqué des sujets relatifs au financement du secteur agricole », a indiqué le président d'Afreximbank. Faure Gnassingbé et Benedict Oramah ont également abordé les mécanismes pour juguler la crise économique. Cette audience confirme l'excellence

des relations entre le Togo et Afreximbank. Le partenariat entre le pays et cette institution financière est très étendu et couvre plusieurs domaines notamment ceux de l'industrie, l'énergie, la logistique, et l'agriculture. Afreximbank accompagne le Togo pour la mobilisation

des investissements en vue d'accélérer la réalisation des projets prioritaires de la feuille de route 2020-2025. Le pays a bénéficié via la société Arise, de l'accompagnement de cette institution financière panafricaine dans le cadre de la construction de la première phase du Parc industriel d'Adetikopé (PIA) et des centrales électriques dans la région des Plateaux. Le Togo a adhéré en août 2021 à l'Accord portant création du Fonds pour le développement des exportations en Afrique

(FEDA), une plateforme d'Afreximbank en vue de promouvoir davantage la transformation structurelle de l'économie nationale. Le Togo est le 40ème pays africain à devenir membre de l'institution de financement du commerce. Le Président Faure Gnassingbé, qui avait fait l'annonce lors d'une rencontre avec Dr. Benedict Oramah, le Président d'Afreximbank, a déclaré que la décision du pays à rejoindre la Banque était guidée par le fait que la stratégie d'Afrexim-

bank, en particulier sa vision du commerce intra-Africain, était en droite ligne avec la vision du Togo et les besoins de développement économique du pays. Il a ajouté que le Togo était résolument engagé à assurer la croissance du secteur privé local, l'augmentation des capacités de la production énergétique du pays et le développement d'infrastructures de transport et de logistique à relier au port de Lomé et son aéroport, en vue de servir les besoins du commerce régional.

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques,

financière et boursières

Email : ecofinances.infos@gmail.com

Site web : www.ecoetfinances.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES

N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyrām AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Financement des PME au Togo

Près de 600 prêts octroyés par la SFI en cinq ans

La Société financière internationale (SFI), organisation du groupe de la Banque mondiale, accompagne le Togo depuis plusieurs années dans sa politique de développement économique et de promotion du secteur privé

● Eyrām AKAKPO

Au cours des cinq dernières années, la Société financière internationale (SFI) a octroyé près de 600 prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) togolaises pour une valeur totale de deux milliards FCFA. L'information a été rendue publique par Sergio Pimenta, vice-président pour l'Afrique de la SFI, lors des travaux du premier sommet en présentiel sur l'Industrie financière africaine (AFIS 2022), tenu à Lomé les 28 et 29 novembre 2022. « Nous avons l'intention d'aller plus loin, nous travaillons actuellement à l'augmentation avec trois principales institutions financières et bancaires du Togo afin de soutenir le commerce et le financement des PME, à un moment où elles en ont le plus besoin », a indiqué le vice-président pour l'Afrique de la SFI. Pour Sergio Pimenta, sur les questions des Petites et moyennes entreprises, il est important, de créer des



Sergio Pimenta vice-président pour l'Afrique de la SFI

conditions d'une reprise inclusive et durable. Il est surtout très important d'élargir et d'adapter une approche de financement des PME. « Les PME sont essentielles dans l'économie mondiale. Ce sont elles qui créent des emplois et

permettent de faire sortir les familles de la pauvreté. Elles renforcent les communautés. Dans les pays émergents, les PME génèrent 90% de nouvelles opportunités d'emplois et jusqu'à 70% des PIB », souligne Sergio Pimenta.

Concernant le rencontre sur l'Industrie financière africaines (AFIS 2022), le vice-président pour l'Afrique de la SFI pense que c'est un moment charnière pour le continent, au moment où l'Afrique continu à se remettre des effets dévas-

tateurs de la covid-19 et doit faire face au défi de la sécurité alimentaire. « Malgré ces maux, nous entrevoyons toujours très clairement le grand potentiel de l'Afrique (...) Le continent dispose des atouts très importants pour être à l'avant-garde », souligne Sergio Pimenta. Par ailleurs, il s'est félicité du choix de Lomé pour abriter ce premier sommet en présentiel de l'AFIS, un choix qui démontre l'importance de la place financière que la capitale togolaise occupe en Afrique. Chez le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, le Responsable Afrique de la SFI a évoqué les axes prioritaires du partenariat entre le Togo et son institution, en l'occurrence l'inclusion financière. « Nous avons discuté de l'inclusion financière et bien d'autres grands axes de nos priorités que sont le développement de l'agriculture, l'agro-industrie, la logistique et le transport qui sont des secteurs im-

portants de l'économie togolaise. Le Togo est un pays très important pour la SFI », a-t-il conclu. La Société financière internationale (IFI) est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Il a pour mission de promouvoir le développement économique et améliorer les conditions de vie des populations en favorisant l'essor du secteur privé dans les pays en développement. La SFI s'emploie en créant de nouveaux marchés, en mobilisant d'autres investisseurs et en partageant son expertise, avec à la clé des créations d'emplois et une hausse des niveaux de vie, en particulier pour les personnes les plus pauvres et vulnérables. Son action contribue à la réalisation du double objectif du Groupe de la Banque mondiale visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

Foire Internationale de Lomé

Lomé vibre au rythme de la 17ème édition

La 17ème Foire Internationale de Lomé a ouvert ses portes le 30 novembre dernier, et prendra fin le 18 décembre 2022 sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-LOME).

● Keziah KPATIDE



Pour cette 17ème édition, l'accent sera mis sur la "compétitivité des biens et services", dans le contexte actuel

de relance économique post-covid et de qualité de la vie. En dehors des activités classiques (expositions-ventes,

dégustations, visites guidées, soirées culturelles), des rencontres B2B, des journées nationales et des portes

ouvertes sont prévues. Plus de 1000 exposants et environ 300 000 visiteurs sont attendus sur les 90 000 m2 d'espaces réservés pour la manifestation foraine. Des perspectives qui s'inscrivent dans la continuité de l'édition précédente. Manifestation phare de l'Afrique de l'Ouest, cadre idéal de promotion des produits et services, de contacts d'affaires, d'échanges, et de recherches de partenaires commerciaux, la Foire Internationale de Lomé (FIL), organisée depuis 1985, demeure l'un des plus grands rendez-vous

économiques de l'Afrique en général, et de la sous-région ouest africaine en particulier. La présence à chacune des éditions de plusieurs centaines d'entreprises publiques, privées, de différents secteurs d'activités, provenant de tous les continents, présente l'intérêt certain pour le développement de vos relations d'affaires. A 5 minutes de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema avec un accès rapide et pratique (taxis, taxi-motos, bus) la foire de Lomé accueille aussi

bien des lancements de produits que des soirées, défilés, ou autres manifestations. Elle sera pour cette édition encore meublée par des rencontres d'affaires, des conférences, des séminaires, des tables rondes, etc... C'est l'occasion de participer à cette manifestation qui se déroulera à Lomé la capitale togolaise et qui attire chaque année plusieurs milliers de visiteurs. Bienvenue alors à la 17ème Foire Internationale de Lomé qui s'étendra sur 19 jours.

5ème édition de Financial Afrik Awards Lomé abrite la rencontre sur les enjeux de la finance verte

Après Nouakchott en 2021, Lomé la capitale du Togo, accueille le 15 décembre 2022, la cinquième édition des Financial Afrik Awards. Un événement qui sera axé sous le thème « Finance verte et Finance alternative »

● EYRAM AKAKPO

Cette rencontre qui se tiendra en mode hybride rassemblera plus de 300 personnes en présentiel et 300 en ligne. Cette cinquième édition des Financial Afrik Awards (SFAA) traitera des innovations dans le monde de la finance. Notamment de la finance verte qui est une réponse concrète aux enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique. Les Green bonds et autres ESG Bonds font partie d'un ensemble de produits financiers que le continent africain doit intégrer dans sa marche vers la transition énergétique, l'inclusion sociale et une croissance durable et partagée.

A Lomé, experts africains et d'autres régions discuteront du potentiel de la finance verte et de la finance alternative dans le financement des projets innovants et la « décarbonation » des économies. Financial Afrik Awards est un événement annuel organisé par le journal Financial Afrik. A l'image des éditions tenues à Abidjan (2018 et 2019), Dakar (2020), et Nouakchott (2021), celle de Lomé sera clôturée par un dîner de gala. Lancé en 2018 à Abidjan, Les Financial Afrik Awards est une conférence annuelle réunissant les acteurs de la finance et de l'économie

africaine autour des thématiques stratégiques. L'événement est marqué par la publication du magazine de la liste des « 100 personnalités qui transforment l'Afrique » et la remise des trophées à ceux qui se seront particulièrement distingués dans leurs domaines d'activité. La conférence Financial Afrik Awards fait l'objet d'un rapport remis aux décideurs publics et privés et publié dans la presse. Financial Afrik créé en 2013 est un journal panafricain d'information financière sur la banque, l'assurance, le private equity et les bourses des valeurs mobilières.

Diplomatie

Des personnalités du secteur économique reçues par le Président de la République

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu ce 29 novembre 2022 à Lomé, avec plusieurs personnalités dont Nicolas Kazadi, ministre des finances de la République Démocratique du Congo (RDC) et Dhanesswurnath Vikash Thakoor, Directeur général de la Commission nationale des services financiers de l'île Maurice.

● ILONA E



Reçu en premier, Nicolas Kazadi a transmis au chef de l'Etat, un message du Président Félix Tshisekedi, portant sur le renforcement des relations d'amitié et de coopération entre Lomé et Kinshasa. « J'ai transmis au chef de l'Etat un message de son frère, le Président Félix Tshisekedi, relatif

à la coopération entre les deux pays. Nous avons fait le tour d'horizon des questions qui concernent le progrès de l'Afrique non seulement en matière financière, mais aussi sur les enjeux internationaux », a déclaré Nicolas Kazadi. Le ministre des finances de la République Démocratique du Congo

(RDC) fait partie des principaux acteurs publics du premier sommet en présentiel sur l'Industrie financière africaine (AFIS) qui s'était tenu dans la capitale togolaise. Après les échanges avec le ministre congolais, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est également entretenu avec le Directeur gé-

néral de la Commission nationale des services financiers de l'île Maurice Dhanesswurnath Vikash Thakoor. L'île Maurice entend renforcer sa coopération avec le Togo notamment dans le domaine économique. « Nous avons discuté des possibilités de partenariat dans les

jours à venir entre l'île Maurice et le Togo en vue de travailler plus étroitement afin de promouvoir les échanges économiques. », a déclaré le Directeur général de la Commission nationale des services financiers de l'île Maurice. Dhanesswurnath Vikash Thakoor qui sé-

journe également à Lomé dans le cadre du premier sommet en présentiel sur l'Industrie financière africaine (AFIS), s'est félicité de l'organisation réussie de cette rencontre internationale qui augure un avenir meilleur de l'inclusion financière sur le continent.

Harmonisation et renforcement du secteur de la géo-extraction

Les ministres des mines et des hydrocarbures de la CEDEAO adoptent des textes communautaires

Dakar, la capitale sénégalaise a abrité le 25 novembre 2022, une réunion conjointe des ministres de la CEDEAO en charge des mines et des hydrocarbures. Cette rencontre a été précédée les 23 et 24 novembre d'une réunion des experts nationaux des mines et hydrocarbures.

● EYRAM AKAKPO

Le Commissaire aux infrastructures, à l'énergie et à la digitalisation de la CEDEAO, Sédiko Douka, a au cours de cette rencontre indiqué que le secteur de la géo-extraction a créé des opportunités d'emploi et contribué pleinement à la production économique globale de la région. À cette fin, il a souligné les efforts considérables que les gouvernements respectifs continuent de déployer pour renforcer la contribution des secteurs de l'exploitation minière et des hydrocarbures au développement socio-économique de nos pays et de la région en général.

Pour la ministre du pétrole et de l'énergie de la République du Sénégal, Dr Aissatou Sophie Halima, la voix de l'Afrique sur l'utilisation du gaz naturel est en train de se faire entendre, en particulier lors de la 27ème Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP27) organisée en Egypte. Elle a également lancé un appel à la CEDEAO pour qu'elle apporte plus de soutien aux jeunes et aux femmes qui souffrent davantage de l'insécurité énergé-

tique dans notre région.

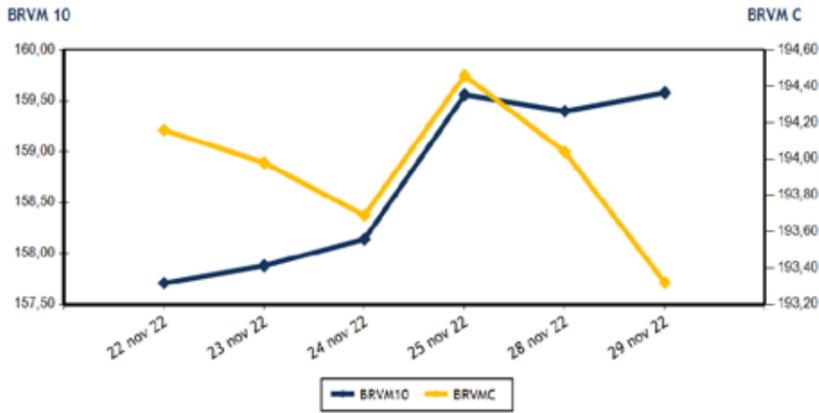
La réunion ministérielle a en effet permis d'examiner le rapport de la réunion conjointe des experts et d'adopter le projet de Code pétrolier régional de la CEDEAO; le projet de Règlement-type de la CEDEAO sur l'exploitation minière artisanale et l'exploitation minière à petite échelle et sa stratégie de mise en œuvre; le projet de Charte de la CEDEAO sur l'intégration de la dimension du genre dans le secteur des géo-extractions, et le Projet de rapport d'étude régional sur la stratégie de développement des matières premières et des intrants minéraux stratégiques de la CEDEAO et les a recommandés pour adoption finale par les organes décisionnels de l'institution. En ce qui concerne l'état d'application de la directive C/DIR.1/9/2020 de la CEDEAO sur les spécifications harmonisées des carburants automobiles (essence et diesel) dans l'espace communautaire, les ministres ont décidé de prendre les mesures nécessaires, le plus rapidement possible, en vue d'incorporer la directive dans leur législation nationale,

compte tenu notamment des avantages de sa mise en œuvre, la promotion d'un marché intégré des hydrocarbures, l'augmentation des échanges intrarégionaux de produits pétroliers, la réduction de la pollution atmosphérique et la protection de la santé publique. Ils ont également décidé de s'engager dans l'identification de solutions appropriées pour remédier aux difficultés actuelles rencontrées dans la mise en œuvre de la directive, en collaboration avec la Commission de la CEDEAO.

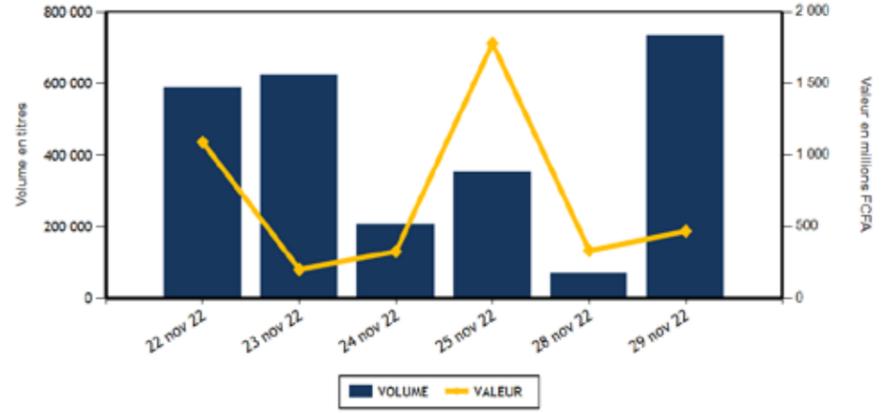
Par ailleurs, les ministres ont approuvé la fusion du Projet de gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (PGAEO) et du projet de gazoduc Nigéria-Maroc (NMGP) en un « projet unique » ainsi que la nouvelle route proposée. Considérant que la fusion permettra de fédérer les efforts en vue d'un développement plus diligent de ces infrastructures ; ils ont recommandé que la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement adopte un acte communautaire sur cette nouvelle évolution.

BRVM 10	159,58		BRVM Composite	193,32
Variation Jour	↑ 0,11 %	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE		
Variation annuelle	↑ 3,95 %	N° 228	mardi 29 novembre 2022	Site : www.brvm.org
			Variation Jour	↓ -0,37 %
			Variation annuelle	↓ -4,43 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 818 859 278 605	-0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	720 789	966,27 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	362 335 957	15,97 %
Nombre de titres transigés	39	-7,14 %
Nombre de titres en hausse	8	0,00 %
Nombre de titres en baisse	21	0,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-23,08 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 707 489 317 467	-0,03 %
Valeur transigée (FCFA)	104 890 250	406,03 %
Nombre de titres transigés	6	50,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-
Nombre de titres inchangés	5	66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	6 770	7,46 %	47,01 %
BERNABE CI (BNBC)	2 100	5,53 %	-3,45 %
CIE CI (CIEC)	2 050	2,50 %	8,18 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 045	1,46 %	8,85 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	780	1,30 %	-9,30 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	2 050	-6,61 %	-2,38 %
BOLLORE (SDSC)	1 220	-5,79 %	-52,53 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	745	-5,10 %	-16,76 %
SODE CI (SDCC)	4 530	-3,62 %	5,47 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 355	-2,87 %	-8,75 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	94,41	1,54 %	-14,26 %	9 905	42 385 600	26,70
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	460,14	0,01 %	2,52 %	4 945	36 385 920	8,46
BRVM - FINANCES	15	72,37	-0,77 %	-6,17 %	670 723	108 583 962	6,83
BRVM - TRANSPORT	2	299,94	-5,63 %	-51,79 %	5 697	7 113 210	4,76
BRVM - AGRICULTURE	5	286,29	0,38 %	17,66 %	16 758	150 282 795	5,63
BRVM - DISTRIBUTION	7	364,04	-1,95 %	-10,65 %	12 761	17 584 470	27,03
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 227,71	0,00 %	36,30 %	0	0	11,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,58	
Taux de rendement moyen du marché	7,83	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,99	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 006 207,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 938 130 195,89	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	16,18	
Ratio moyen de satisfaction	34,37	
Ratio moyen de tendance	212,42	
Ratio moyen de couverture	47,08	
Taux de rotation moyen du marché	0,07	
Prime de risque du marché	7,29	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

COP 27

La BOAD fait le bilan de sa participation

A Charm el-Cheikh, du 3 au 19 novembre 2022, la délégation de la Banque Ouest Africaine de Développement conduite par son Président, M. Serge EKUE, a pleinement participé aux activités de la COP27. Au terme de ces deux semaines ponctuées par des rencontres, des séances de travail, des ateliers de réflexion mais, également, par des négociations, quel bilan dresse-t-on de la « COP de la mise en œuvre » ?



Activités de la BOAD La BOAD, en collaboration avec la CEDEAO, le CILSS et l'UEMOA... ses partenaires, a accueilli au sein du Pavillon West Africa nombre d'événements, facilitant les partages d'expériences, les débats et le dialogue tout au long de la conférence. Au total, la BOAD a organisé sept événements parallèles sur son pavillon et ses experts sont intervenus sur plusieurs panels organisés, par ses partenaires techniques et financiers et des délégations d'Etats membres de l'UEMOA. La COP27 fut l'occasion pour la BOAD de renforcer son positionnement en tant qu'acteur essentiel de la lutte contre les changements climatiques en Afrique de l'Ouest. De nombreux experts ont salué les initiatives innovantes entreprises par la Banque en terme de Finance Climat. Cette grande messe, réunissant organisations et d'institutions internationales, ONG et associations a permis à la BOAD de nouer de nouveaux partenariats, notamment avec la Fondation R20, mais également d'en renouveler comme cela fut le cas, avec l'extension du mandat

du Centre Régional de Collaboration de Lomé. Les enjeux de la COP27 Le continent africain, rappelons-le, enregistre les sévères conséquences et les effets néfastes du changement climatique, malgré sa très faible contribution aux émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de la planète. Sécheresse et désertification au Niger, inondations au Nigéria, érosion côtière au Sénégal... sont autant de phénomènes climatiques désastreux qui impactent la vie et le quotidien des populations africaines. Ce sont trois siècles d'industrialisation en Europe et, plus largement, en Occident, qui ont mis à mal l'équilibre climatique du monde, faisant du Nord, le grand pollueur de la planète. Face à ce constat, les pays du Nord se sont engagés à accompagner ceux du Sud dans leur lutte contre le réchauffement climatique, à travers, notamment, la décision, prise en 2009, de mobiliser chaque année 100 milliards de dollars. A ce jour, les montants conjointement mobilisés avoisinent 80 milliards de dollars. Lors de la COP26, les Parties s'étaient engagés au doublement de leurs financements entre 2019

et 2025, pour le seul volet de l'adaptation, soit un accroissement de 20 à 40 milliards de dollars. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement soutient encore que les flux financiers internationaux pour l'adaptation allant en direction des pays pauvres restent 10 fois inférieurs aux besoins estimés ! Bilan des négociations Après d'âpres négociations, opposant les intérêts des pays du Nord aux revendications de ceux du Sud, les 198 parties se sont finalement accordées sur les résolutions suivantes : Financement des pertes et dommages La création d'un fonds spécifique pour les pertes et préjudices a marqué un point d'avancée important. De plus, un comité de transition chargé de l'opérationnalisation de ce fonds et des nouveaux mécanismes de financement a été mis en place. La première réunion du comité transitoire devrait avoir lieu avant la fin du mois de mars 2023. Les parties ont également convenu des dispositions institutionnelles pour rendre opérationnel le Réseau de Santiago pour les pertes et dommages, afin de catalyser l'assistance technique aux pays en développement, parti-

culièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Technologie Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé un plan de 3,1 milliards de dollars pour garantir que chaque habitant de la planète soit protégé par des systèmes d'alerte précoce, dans les cinq prochaines années. En effet, la nécessité de combler les lacunes actuelles du système mondial d'observation du climat, en particulier dans les pays en développement, a été soulignée en reconnaissant qu'un tiers du monde, incluant 60 % des pays africains, n'a pas accès aux services d'alerte rapide et d'information sur le climat. De plus, la nécessité de renforcer la coordination des activités de la communauté d'observation systématique et la capacité de fournir des informations climatiques utiles et exploitables pour les systèmes d'atténuation, d'adaptation et d'alerte rapide, ainsi que des informations permettant de comprendre les limites de l'adaptation et l'attribution d'événements extrêmes a également été reconnue. A t t é n u a t i o n Un programme de travail sur l'atténuation a été lancé en vue d'intensifier, de toute urgence, la mise en œuvre et les effets de l'atténuation. Ce programme de travail débutera immédiatement après la COP 27 et se poursuivra jusqu'en 2030, au moins deux dialogues mondiaux organisés chaque année. Les gouvernements ont également été invités à réexaminer et à renforcer les objectifs fixés pour 2030 dans leurs plans nationaux pour le climat, d'ici la fin de l'année 2023, et aussi, à accélérer les efforts visant à réduire pro-

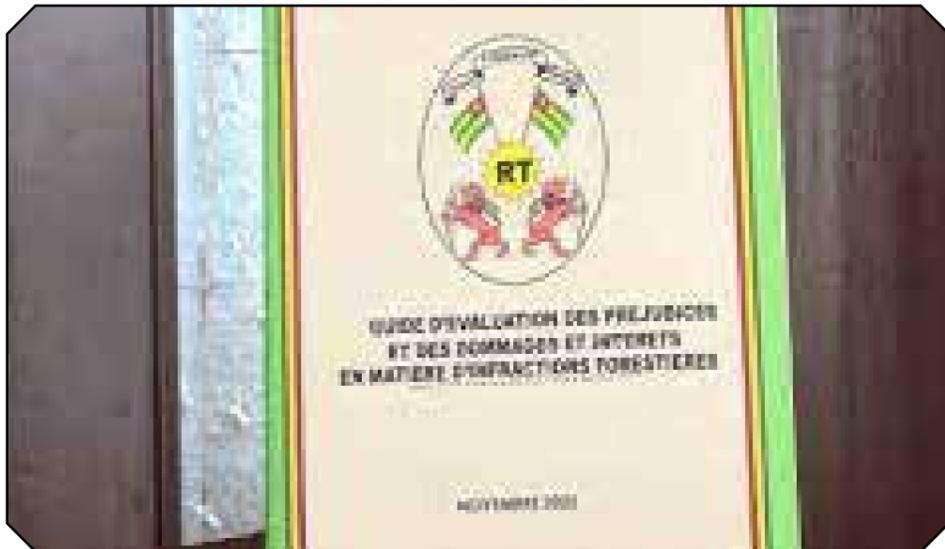
gressivement l'énergie produite à partir du charbon, tout en supprimant les subventions inefficaces accordées aux combustibles fossiles. A d a p t a t i o n Les pays développés parties devront accroître, en urgence et de manière significative, leur offre de financement climatique, de transfert de technologies et de renforcement des capacités d'adaptation, afin de répondre aux besoins des pays en développement dans le cadre d'un effort mondial, notamment, pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'adaptation nationaux et de communications sur l'adaptation. Egalement, les Nations Unies ont signalé la nécessité pour les Parties d'intégrer davantage de protection, de conservation et de restauration des eaux et des écosystèmes liés à l'eau dans les efforts d'adaptation. Transition équitable/ juste (Just transition) Il a été retenu l'élaboration d'un programme de travail sur la transition équitable pour examiner les moyens d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris; et demandé à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) d'élaborer un projet de décision sur cette question pour examen et adoption par la Conférence des Parties, agissant comme réunion des Parties de l'Accord de Paris lors de sa cinquième session. Ce programme de travail devra être mis en œuvre en s'appuyant sur les flux de travaux pertinents, au titre de la Convention et de l'Accord de Paris et en les complétant. Aussi, dans le cadre du programme de travail sur la transition juste, une table ronde ministérielle annuelle de haut niveau sur

la transition juste sera convoquée, à compter de sa cinquième session. Finance climat Annonçant un total de 105,6 millions de dollars de nouveaux financements, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Région wallonne de Belgique ont souligné la nécessité de soutenir davantage les actions du Fonds pour l'environnement mondial, destiné à répondre aux besoins immédiats d'adaptation au climat des États de faible altitude et à faible revenu. Ont été convenus, le renforcement financier du Fonds pour l'Adaptation (211,58 millions de dollars), du Fonds pour les PMA (70,6 millions de dollars), du Fonds spécial pour le changement climatique, et le huitième réapprovisionnement du FEM pour un montant de 5,33 milliards de dollars, au vu de l'importance de ces fonds dans le soutien aux actions menées par les pays en développement pour faire face au changement climatique. Autres aspects importants La mise en place d'un programme de travail, sur une période quatre ans, pour la mise en œuvre de l'action climatique dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et la création d'un portail en ligne, ont également été décidées. Bien que la COP27 appelle à une accélération dans la mise en œuvre d'actions de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, elle ne redéfinit pas les objectifs et engagements des parties en ce sens. La question fondamentale de la réduction de la consommation des énergies fossiles, telles que le gaz et le pétrole, n'a pas trouvé de réponse au cours de cette COP.

Infractions forestières

Un guide pour mieux réprimer

Le ministère de l'environnement et des ressources forestières a organisé le 28 novembre 2022 à Kara, une rencontre d'échange avec une quarantaine de juges et procureurs de la république des régions de la Kara, Centrale et des Savanes sur le contenu du guide d'évaluation des dommages et intérêts en matière d'infractions forestières.



Le constat amer fait sur le terrain, c'est que les ressources forestières du Togo subissent une forte dégradation due en grande partie aux activités humaines. A cela s'ajoutent les exploitations frauduleuses. Des individus mal intentionnés, sans autorisation commettent des forfaits sur les ressources fauniques tout comme floristiques. Des comportements qui sapent les efforts du gouvernement au moment où ce dernier ambitionne augmenter la couverture forestière de 25% d'ici 2025. Pour réprimer ces délinquants selon la gravité de leurs crimes, le ministère de l'environnement et des ressources forestières a élaboré un guide d'évaluation des dommages et intérêts en matière d'infractions forestières à appliquer lors des procès. Selon le Lt Col KONZAO Essodina Daniel, ce guide est un outil d'aide à la décision qui vient faciliter le travail des juges et procureurs en cas d'infractions forestières. Dans ce guide objet de vulgarisation, les critères à prendre en

compte sont clairement définis en fonction de l'infraction. Si c'est un incendie d'une plantation par exemple, il y a le coût de la plantation, le coût de l'entretien, celui de la surveillance et surtout ce qui était attendu de cette plantation qui sont pris en compte. De 2008 année d'adoption du Code forestier jusqu'en 2018 plus de 700 infractions ont été recensées et portent sur l'exploitation forestière, le braconnage, les incendies et les agressions sur les agents forestiers dans l'exercice de leur fonction a relevé le directeur de l'inspection des ressources forestières. Le préfet de la Kozah, le Col. BAKALI qui a suivi de bout en bout les travaux de cet atelier a apprécié la bonne collaboration entre le ministère de l'environnement et celui de la justice. Pour lui seule une synergie d'action pourra aider à traquer les auteurs des infractions forestières et contribuer sans nul doute à la réalisation de la double ambition de reboisement du gouvernement. Le représentant du ministre en charge de

l'environnement, Dr ALABA Pyoabalo a déploré le caractère criminel des infractions commises sur les écosystèmes forestiers au Togo et dans la sous-région ouest africaine, suite aux multiples saisies d'importantes cargaisons de trophées d'animaux et des bois protégés au moment où le Togo est signataire de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES).

A l'issue des échanges les participants ont exprimé leur reconnaissance au gouvernement à travers le ministère de l'environnement qui vient de leur faciliter la prise des décisions lors des procès liés aux crimes environnementaux. Ils ont émis aussi le vœu d'avoir la liste actualisée des espèces menacées d'extinction conformément aux annexes de la CITES. Quant aux juges et procureurs des régions Plateaux et Maritime, ils seront également outillés sur le même guide, le 29 novembre 2022 à Atakpamé.



Un succès arraché grâce à des réalisations de Ismaïla Sarr et Kalidou Koulibaly. Le capitaine des Lions et ses coéquipiers étaient phénoménaux face aux Sud-Américains qui cherchaient juste le point du nul pour se qualifier. Mais l'espoir ravivé par Moises Caceido a laissé la place à une grosse désillusion. Côté sénégalais, l'émotion était grande après ce succès à l'arrachée. «Nous sommes très, très contents de cette qualification des Lions. Maintenant, il ne reste plus qu'à prier qu'ils emmènent la coupe.» jubile un chauffeur. Les supporters peuvent

bien rêver après cette qualification arrachée dans une atmosphère pesante et un stress insupportable. Des frissons, des cris et puis la libération à chaque but inscrit par les Lions. Bref, une soirée de rêve pour tout un pays, tout un continent fier de ses héros d'un soir. «On est fier d'être sénégalais parce que nous sommes la première nation africaine qui a réussi à se qualifier en 8e de finale. Et vous voyez cette fierté-là sur nos visages. Aujourd'hui, on est vraiment fier de nos Lions, de nos Gaïndé qui se sont battus pour nous offrir cette qualification

en 8e de finale.», se réjouit un autre supporter des Lions de la Teranga. La joie des supporters sénégalais était à la hauteur de la performance de l'exploit des Lions de la Teranga. Les champions d'Afrique, première nation africaine à décrocher sa qualification en 8e de finale de cette Coupe du monde Qatar 2022. Et les hommes d'Aliou Cissé, qui ont terminé deuxièmes de leur poule derrière les Pays-Bas, affronteront l'Angleterre pour une place en quart de finale dimanche prochain.

A f r i c a n e w s

Qatar 2022

Rigobert Song « Face au Brésil, on y croit »

Le sélectionneur du Cameroun, Rigobert Song, a apprécié la réaction de ses joueurs face à la Serbie, revenus au score après avoir été menés 3-1. Un scénario qui lui donne confiance pour le dernier match de la phase de groupes, face au Brésil.

Rigobert Song (sélectionneur du Cameroun, après le match nul 3-3 contre la Serbie, lundi) : « Ce qui était important, c'est cette détermination. On a vu une équipe enragée, alors qu'on était menés au score. À la mi-temps, on pouvait croire que c'était fini mais on a vu que les joueurs ont bien réagi. Nous sommes en train de monter en puissance, mais notre équipe est encore jeune, il faut du temps. Ils ont envie de tout donner, ils pêchent

parfois par naïveté, mais ils vont s'adapter avec le temps. Quand on voit le premier match contre la Suisse (0-1) et celui d'aujourd'hui, on ressent une progression. Mais ils savent qu'ils peuvent faire mieux. « Le Cameroun a encore son mot à dire » Pour le dernier match contre le Brésil (vendredi), on y croit. On n'est pas venus à la Coupe du monde pour faire de la figuration, ou juste pour participer. Le Cameroun a encore son

mot à dire, même si on sait que c'est une grande équipe. André Onana (écarté avant le match) est un joueur très important, mais je me dois de privilégier le groupe plutôt que les individualités. Il faut une certaine discipline et lorsque vous ne correspondez pas à ces critères de discipline, il faut prendre ses responsabilités. Pour le moment, on fait avec ceux qui veulent défendre les couleurs du pays. »

Mondial 2022

Dakar en liesse pour ses Lions

Scène de liesse à Dakar après la qualification du Sénégal en huitièmes de finale de la Coupe du monde 2022. Les supporters des Lions ont célébré comme il se doit cette grosse performance des champions d'Afrique.

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.

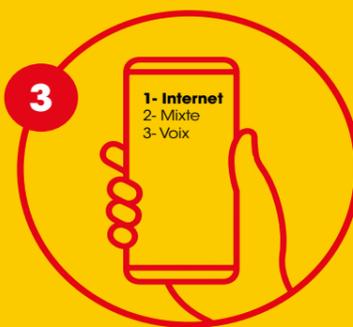
Ça c'est
moi!
*909*1#



1
Composez
*909#



2
Selectionnez
1- Ça C'est Moi



3
Selectionnez
Internet



4
Choisissez le forfait
fait pour vous

*909*1# pour découvrir les forfaits internet spécialement conçus pour toi. Promo valable du 30 septembre au 28 décembre 2022. Plus d'infos au 888

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



Togocom